

No. 36223

**France
and
Poland**

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Poland on cooperation and exchanges in the areas of youth and sports. Warsaw, 1 July 1994

Entry into force: *1 March 1996 by notification, in accordance with article 10*

Authentic texts: *French and Polish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 10 November 1999*

**France
et
Pologne**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Pologne sur la coopération et les échanges dans les domaines de la jeunesse et des sports. Varsovie, 1 juillet 1994

Entrée en vigueur : *1er mars 1996 par notification, conformément à l'article 10*

Textes authentiques : *français et polonais*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 10 novembre 1999*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE SUR LA
COOPÉRATION ET LES ÉCHANGES DANS LES DOMAINES DE LA JE-
UNESSE ET DES SPORTS

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Pologne, dénommés ci-après "les Parties contractantes" ;

Désireux de donner un développement accru à leurs relations bilatérales ;

Convaincus que l'essor des échanges, de la coopération et des contacts entre les jeunes et les sportifs des deux Etats apporte une contribution importante à l'amitié franco-polonaise,

Considérant l'Accord culturel entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République Populaire de Pologne, signé le 20 mai 1966,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

Les Parties contractantes encouragent le développement, sur une base de réciprocité, des relations d'amitié entre les deux Etats dans les domaines de la jeunesse et des sports, notamment en organisant des rencontres et des échanges et en approfondissant la coopération.

Les Parties contractantes encouragent la coopération et les relations directes entre les associations de jeunesse et les associations et fédérations dans le domaine des sports, ainsi qu'entre les organes de l'administration de l'Etat et des collectivités locales et autres organisations et institutions compétentes dans les domaines de la jeunesse, des activités physiques et des sports.

La coopération et les échanges dans les domaines de la jeunesse et des sports se font sans discrimination sociale, politique, ethnique, de confession ou autre.

Article 2

Les Parties contractantes favorisent la coopération et les échanges de jeunes en ce qui concerne :

La découverte de la culture, de la civilisation et des modes de vie de l'autre pays,

La démocratie et les droits de l'Homme,

La solidarité et les problèmes humanitaires,

La découverte et la pratique des langues polonaise et française,

Les activités de loisirs,

La protection et la restauration du patrimoine,

La protection de l'environnement et de la nature,
Les activités scientifiques et techniques extra-scolaires,
L'initiation à l'économie et à la vie des entreprises,
La formation des cadres, des responsables des associations de jeunesse et des experts des questions de jeunesse,
Les échanges d'informations et d'expériences et le développement des études et recherches communes sur le thème de la jeunesse,
La mise à disposition d'informations pour les jeunes.
La coopération et les échanges dans le domaine de la jeunesse concernent les jeunes de moins de vingt-six ans, membres ou non d'une association.
Cette limite d'âge n'est pas applicable aux experts, cadres et instructeurs des associations et des administrations compétentes dans le domaine de la jeunesse.

Article 3

Les Parties contractantes s'engagent à promouvoir et faciliter la coopération des établissements scolaires afin de réaliser les objectifs du présent Accord, sous forme de :

Coopération directe entre les établissements scolaires,
Echanges, dans le cadre des appariements scolaires, de groupes d'élèves accompagnés de leurs professeurs,
Echanges de correspondance entre élèves.

Article 4

Les participants aux échanges de jeunes sont hébergés notamment dans les établissements destinés aux jeunes tels que les centres de loisirs, auberges de jeunesse et autres établissements du même type, ainsi que dans les familles.

Article 5

Les Parties contractantes s'efforcent de répartir les échanges de jeunes de façon équilibrée entre toutes les régions de leurs pays tant sur le plan de l'origine géographique des participants que sur celui du lieu de réalisation des échanges.

Article 6

Les échanges de jeunes en vue de l'exercice d'une activité professionnelle, de la participation à un stage ou de travaux scientifiques de longue durée ne font pas l'objet du présent Accord.

Article 7

Pour développer la découverte de la culture, de la civilisation et des modes de vie dans les deux Etats, les Parties contractantes favorisent la coopération et les échanges dans le domaine des sports, notamment en ce qui concerne :

Les équipes sportives et les rencontres de sportifs de toutes catégories d'âge et de niveau et en particulier de leurs équipes nationales et de meilleurs clubs,

L'organisation en commun de stages d'entraînement dans les deux Etats,

Les entraîneurs, les experts et autres spécialistes en financement, gestion et législation dans le domaine de l'éducation physique et du sport,

Les expériences et informations dans le domaine de la médecine du sport, de la lutte antidopage et de l'activité contre la violence dans les stades,

Les expériences et informations en organisation et gestion des activités physiques et des sports,

Les institutions chargées de la formation des cadres et de la recherche scientifique en matière d'activités physiques et de sport,

Les agents de l'administration d'Etat à tous niveaux et les représentants de l'administration territoriale en charge du développement des activités physiques et du sport,

Les informations et la documentation sportive.

Les Parties contractantes encouragent le développement des contacts directs et la coopération entre les fédérations sportives et les clubs sportifs des deux Etats, notamment en ce qui concerne les jeunes.

Article 8

Les Parties Contractantes instituent un comité mixte chargé de l'application du présent accord. Sa composition est fixée par la voie diplomatique. Il procède régulièrement à l'élaboration d'un programme d'échanges et de coopération dans les domaines de la jeunesse et des sports qui devra être examiné au cours du quatrième trimestre de l'année précédant la réalisation des opérations.

Article 9

Dans le but de faciliter les échanges de jeunes et les échanges sportifs dans le cadre des programmes établis par le comité mixte institué à l'article 8 du présent Accord, les Parties contractantes s'efforcent d'organiser ces échanges sur une base de réciprocité selon les modalités suivantes :

L'Etat d'accueil prend à sa charge les frais de séjour, les frais liés au programme et, s'il y a lieu, les frais de transports locaux,

L'Etat d'envoi prend à sa charge les frais de voyage jusqu'au lieu de destination dans l'Etat d'accueil ainsi que les frais du voyage de retour ; il prend également en charge tous les frais d'assurance.

Les Parties contractantes, chacune de son côté, s'efforcent de faire bénéficier les jeunes provenant de l'autre Etat des avantages qu'elles accordent à leurs jeunes nationaux dans les domaines faisant l'objet du présent Accord.

Article 10

Chacune des Parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises en ce qui concerne l'entrée en vigueur du présent Accord, qui prendra effet le premier jour du mois suivant le jour de réception de la seconde notification.

Le Présent Accord est conclu pour une durée de 5 ans. Il est renouvelable par tacite reconduction, pour de nouvelles périodes de cinq années. Chacune des Parties contractantes pourra le dénoncer à tout moment par voie diplomatique avec un préavis d'au moins un an.

Fait à Varsovie, le 1er juillet 1994, en deux exemplaires, en langues française et polonaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

ALAIN JUPPÉ

Pour le Gouvernement de la République de Pologne :

ANDRZEJ OLECHOWSKI

[POLISH TEXT — TEXTE POLONAI]

UMOWA

między Rządem Republiki Francuskiej e Rządem Rzeczypospolitej Polskiej o współpracy w dziedzinie sportu i wymianie młodzieży

Rząd Republiki Francuskiej i Rząd Rzeczypospolitej Polskiej zwane dalej "Umawiającymi się Stronami";

Wyrażając życzenie zwiększenia rozwoju obustronnych stosunków;

Przekonane, że rozwój wymiany, współpracy i kontaktów między młodzieżą i między sportowcami przyczyni się poważnie do wzmocnienia przyjaźni francusko-polskiej.

Biorąc pod uwagę Umowę kulturalną między Rządem Republiki Francuskiej i Rządem Polskiej Rzeczypospolitej Ludowej, podpisaną dnia 20 maja 1966 roku;

Uzgadniają, co następuje:

Artykuł 1

Umawiające się Strony popierają rozwój, na zasadzie wzajemności, przyjaznych stosunków między dwoma Państwami w dziedzinie sportu i wymiany młodzieży, w szczególności przez organizowanie spotkań i wymiany oraz przez pogłębianie współpracy.

Umawiające się Strony popierają rozwój współpracy i bezpośrednich kontaktów między stowarzyszeniami młodzieżowymi i stowarzyszeniami i federacjami w dziedzinie sportu, jak również między organami administracji państwowej i zrzeszeniami lokalnymi oraz innymi organizacjami i kompetentnymi instytucjami do spraw młodzieży, kultury fizycznej i sportu.

Współprace w dziedzinie sportu i wymiana młodzieży realizowane są bez dyskryminacji społecznej, politycznej, etnicznej, religijnej lub innej.

Artykuł 2

Umawiające się Strony popierają współpracę i wymianę młodych ludzi w zakresie:

- poznania kultury, cywilizacji i warunków życia drugiego kraju;
- demokracji i praw człowieka;
- solidarności i problemów humanitarnych;
- poznania i praktyki języka francuskiego i polskiego;
- organizowania wycieczek;
- ochrony i odnowy dziedzictwa;
- ochrony środowiska naturalnego;
- pozaszkolnej działalności naukowej i technicznej;
- wprowadzenia w zagadnienia ekonomii i funkcjonowania przedsiębiorstw;
- kształcenia kadr, kierowników stowarzyszeń młodzieżowych i specjalistów do spraw młodzieży;
- wymiany informacji i doświadczeń, rozwoju wspólnych studiów i badań na temat młodzieży;
- udostępniania młodym ludziom informacji.

Współpraca i wymiana młodzieży dotyczą osób poniżej dwudziestu sześciu lat, zrzeszonych lub niezrzeszonych.

To ograniczenie wieku nie dotyczy specjalistów, kadry i instruktorów stowarzyszeń młodzieżowych i administracji kompetentnej w sprawach młodzieży.

Artykuł 3

Umawiające się Strony zobowiązują się popierać i ułatwiać współpracę instytucji szkolnych w celu realizacji celów niniejszej Umowy, w postaci:

- bezpośredniej współpracy między szkołami;
- wymiany, w ramach kojarzenia szkół bliźniaczych, grup uczniów pod opieką profesorów;
- wymiany korespondencji między uczniami.

Artykuł 4

Uczestnicy wymiany młodzieży są zakwaterowani, głównie w ośrodkach przeznaczonych dla młodych, takich jak ośrodki wypoczynkowe, schroniska młodzieżowe oraz inne zakłady tego typu, jak również w rodzinach.

Artykuł 5

Umawiające się Strony będą starały się objąć wymianą młodzieżową w sposób równomierny wszystkie regiony swoich krajów, tak pod względem pochodzenia geograficznego uczestników, jak i miejsca realizacji wymiany.

Artykuł 6

Wymiana młodych w celu wykonywania praktyki zawodowej, udziału w stażach lub pracach naukowych o długim czasie trwania nie są przedmiotem niniejszej Umowy.

Artykuł 7

W celu rozwoju poznawania kultury, cywilizacji i warunków życia obu państw, Umawiające się Strony popierają współpracę i wymianę w dziedzinie sportu, w szczególności jeśli chodzi o:

- drużyny sportowe i spotkania sportowe we wszystkich kategoriach wieku i na każdym poziomie, a w szczególności drużyny narodowe i najlepsze kluby;
- organizację wspólnych treningów w obu państwach;
- trenerów, ekspertów i innych specjalistów w zakresie finansów, zarządzania i prawa w dziedzinie wychowania fizycznego i sportu;
- doświadczenia i informacje z dziedziny medycyny sportowej, przeciwdziałania dopingowi i przeciwdziałania przemocy na stadionach;
- doświadczenia i informacje w zakresie zarządzania i organizacji kultury fizycznej i sportu;

- instytucje zajmujące się kształceniem kadr i badaniami naukowymi w dziedzinie kultury fizycznej i sportu;
- urzędników administracji państwowej wszystkich szczebli i przedstawicieli administracji terytorialnej zajmujących się rozwojem kultury fizycznej i sportu;
- informacje i dokumentacje sportowe.

Umawiające się Strony popierają kontakty bezpośrednie i współpracę między federacjami sportowymi oraz klubami sportowymi obu państw, w szczególności tam, gdzie to dotyczy młodzieży.

Artykuł 8

Umawiające się Strony powołują komitet mieszany, który zajmie się wprowadzeniem w życie niniejszej Umowy. Jego skład będzie ustalony drogą dyplomatyczną. Komitet opracuje program wymiany młodzieży i współpracy w dziedzinie sportu, który powinien być rozpatrzony w czwartym kwartale roku poprzedzającego realizację tych działań.

Artykuł 9

W celu ułatwienia wymiany młodzieży i wymiany sportowej w ramach programu ustalonego przez komitet mieszany, powołany w Artykule 8 niniejszej Umowy, Umawiające się Strony dołożą starań dla zorganizowania tej wymiany na zasadzie wzajemności według następujących zasad:

- państwo przyjmujące pokrywa koszty pobytu, koszty związane z programem i jeśli to ma miejsce, koszty transportu na miejscu;
- państwo wysyłające pokrywa koszty podróży aż do miejsca przeznaczenia w państwie przyjmującym oraz koszty podróży powrotnej; pokrywa również koszty ubezpieczenia.

Umawiające się Strony, każda w swoim zakresie, dołożą starań, aby w dziedzinach będących przedmiotem niniejszej Umowy, młodzi ludzie pochodzący z drugiego państwa korzystali z tych samych udogodnień, z których korzystają młodzi w ich własnym państwie.

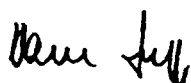
Artykuł 10

Każda z Umawiających się Stron zawiadomi oficjalnie drugą stronę o dopełnieniu procedur wymaganych do wprowadzenia w życie niniejszej umowy, która nabierze mocy prawnej pierwszego dnia miesiąca następującego po dniu otrzymania drugiej notyfikacji.

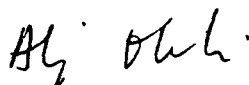
Niniejsza Umowa jest zawarta na okres pięciu lat. Jest ona przedłużana, za milczącą zgodą, na kolejne pięcioletnie okresy. Każda z Umawiających się Stron będzie mogła ją wypowiedzieć drogą dyplomatyczną w każdej chwili, z wyprzedzeniem co najmniej jednego roku.

Sporządzono w Warszawie, dnia 1 lipca 1994, w dwóch egzemplarzach, w językach francuskim i polskim, przy czym obydwie teksty są jednakowo autentyczne.

Z upoważnienia
Rządu Republiki Francuskiej



Z upoważnienia
Rządu Rzeczypospolitej Polskiej



[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF POLAND ON COOPERATION AND EXCHANGES IN THE AREAS OF YOUTH AND SPORTS

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Poland, hereinafter referred to as "the Contracting Parties",

Desiring to further the development of their bilateral relations,

Convinced that the expansion of exchanges, cooperation and contacts between young people and sportspersons of the two States will make an important contribution to French-Polish friendship,

Considering the Cultural Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the People's Republic of Poland, signed on 20 May 1966,

Have agreed as follows:

Article 1

The Contracting Parties shall encourage the development, on a reciprocal basis, of friendly relations between the two States in the areas of youth and sports, particularly by organizing meetings and exchanges and by promoting cooperation.

The Contracting Parties shall encourage cooperation and direct relations between youth associations and sports associations and federations, as well as between organs of the State administration, local authorities and other organizations and institutions concerned with matters related to youth, physical activities and sports.

Cooperation and exchanges in the areas of youth and sports shall take place without discrimination on social, political, ethnic, religious or other grounds.

Article 2

The Contracting Parties shall promote cooperation and youth exchanges in relation to:

Discovery of the culture, civilization and lifestyles of the other country;

Democracy and human rights;

Solidarity and humanitarian questions;

Learning and practice of the Polish and French languages;

Leisure activities;

Heritage protection and restoration;

Protection of the environment and nature;

Extra-curricular scientific and technical activities;

Familiarization with economic questions and the world of work;

Training of leaders, officials of youth associations and specialists in youth issues;
Exchanges of information and experience and conduct of joint studies and research on youth issues;

Availability of information for young people.

Cooperation and exchanges in the area of youth shall involve young people under 26 years of age, whether or not they are members of an association.

This age limit shall not be applicable to specialists, leaders and instructors from associations and government departments concerned with youth matters.

Article 3

The Contracting Parties undertake to promote and facilitate cooperation between schools with a view to achieving the objectives of this Agreement, in the form of:

Direct cooperation between schools;

Exchanges, within the framework of school twinning arrangements, of groups of pupils accompanied by their teachers;

Correspondence between pupils.

Article 4

Participants in youth exchanges shall be accommodated mainly in establishments designed for young people, such as leisure centres, youth hostels and other similar establishments, or in families.

Article 5

The Contracting Parties shall endeavour to achieve a balanced distribution of youth exchanges among all the regions of their countries, as regards both the region of origin of participants and the region visited.

Article 6

Youth exchanges for purposes of engaging in a professional activity, participating in a training course or engaging in long-term scientific work shall not come under the present Agreement.

Article 7

In order to promote discovery of the culture, civilization and lifestyles of the two States, the Contracting Parties shall encourage cooperation and exchanges in the area of sports, particularly in relation to:

Sports teams and sporting events involving all age groups and levels, especially their national teams and leading sports clubs;